COALITION DES | FIDUCIES DE L'ÉNERGIE DU CANADA

Fiducies de l'énergie du Canada

Présentation devant le Comité permanent des finances

Le mardi 29 mai 2007

Canadian Energy Trusts

Presentation to the Standing Committee on Finance

Tuesday, May 29, 2007

COALITION OF | CANADIAN ENERGY TRUSTS

Coalition des fiducies de l'énergie du Canada
Présentation devant le Comité permanent des finances
Le mardi 29 mai 2007
Priorité à la version prononcée

Au nom de la Coalition des fiducies de l'énergie du Canada, je souhaite remercier le Comité de tenir ces audiences et d'avoir créé un mécanisme de consultation pour nous permettre de nous exprimer sur ce que le gouvernement conservateur a appelé son soi-disant « Plan d'équité fiscale ».

Des millions de travailleurs canadiens ont été surpris de voir les conservateurs briser leur promesse de ne pas imposer les fiducies de revenu, car ils savaient que cette décision entraînerait d'importantes conséquences financières pour chacun d'entre eux. Pourtant, le gouvernement continue d'ignorer leurs préoccupations en incluant cette mesure dans le Budget 2007.

Notre Coalition a tenté par tous les moyens de comprendre comment le gouvernement a calculé le montant de ses pertes fiscales. Les enquêtes antérieures menées par ce Comité ont d'ailleurs révélé que le gouvernement était intervenu pour empêcher cette information d'être rendue publique. Sans cette information, les Canadiens n'ont d'autre choix que de croire que le gouvernement avait pris cette décision sans avoir toute l'information requise, et sans prendre conscience de toutes les conséquences qu'elle allait entraîner.

En décembre 2006, nous avons présenté un rapport complet et détaillé sur l'importance des fiducies d'énergie pour l'industrie pétrolière et gazière canadienne. Nous sommes toujours dans l'attente d'une réponse de la part du ministère des Finances. Le refus du gouvernement de discuter de notre rapport semble d'ailleurs nous indiquer qu'il a choisi d'ignorer les faits concrets présentés par des entreprises qui créent des milliards de dollars en richesse et emploient des milliers de contribuables canadiens. Nous croyons que notre position ne peut être remise en cause et qu'on devrait maintenir le droit des fiducies d'énergie de continuer d'exister comme elles le faisaient avant que le gouvernement n'introduise son soi-disant « Plan d'équité fiscale ». Des copies de notre rapport ont d'ailleurs été remises lors de notre dernière présentation devant ce Comité.

Vous avez déjà entendu des témoignages de la part d'intervenants choisis par le gouvernement et, ironiquement, beaucoup d'entre eux croient que les fiducies ont un rôle à jouer sur les marchés financiers canadiens. Permettez-moi de vous rappeler certains de ces commentaires :

> Dominic D'Alessandro a souligné que le régime fiscal actuel a été conçu pour les actifs immobiliers et les actifs produisant des redevances, tels que les fiducies d'énergie. C'est ainsi qu'il a déclaré que « les fiducies d'énergie ont un solide argument en faveur de l'exemption ». Nous sommes d'accord.

> David Dodge a dit que : « somme toute, les fiducies de revenu rendaient les marchés un peu plus complets et donc un peu plus efficients (…) se constituer en fiducie de revenu peut très bien convenir aux entreprises lorsqu'elles n'ont qu'à gérer les actifs existants avec efficience ». Or, c'est exactement le rôle que jouent les fiducies d'énergie pour maximiser la production des actifs matures de production de pétrole et de gaz au Canada.
>
> Jeffrey Olin a, pour sa part, inféré que la structure des fiducies convenait mieux à certains types d'entreprises. Nous croyons que c'est notamment le cas des fiducies d'énergie.
>
> Kevin Dancey a dit que : « les fiducies ont un rôle à jouer pour compléter les marchés financiers au Canada ».

Le gouvernement a entendu ces « vérités qui dérangent » de la part des témoins experts qui se sont présentés devant ce Comité. Ces individus affirment tous que les fiducies ont un rôle à jouer sur les marchés financiers canadiens. Contrairement à cet avis, les mesures fiscales proposées par le gouvernement auront pour effet de faire disparaître les fiducies des marchés financiers canadiens.

Nous avons souvent répété que l'élimination des fiducies d'énergie va réduire la production ainsi que les revenus du gouvernement. Il y a également encore plus de chances de voir les fiducies canadiennes se faire acquérir par des étrangers. Les entreprises étrangères n'ont pas comme objectif premier de maximiser la production de l'Ouest canadien qui a jusqu'ici été l'apanage des fiducies d'énergie. Les coûts en capitaux plus élevés résultant de cette taxe vont réduire la rentabilité de ces propriétés matures, ce qui mènera à une exploitation moindre des ressources pétrolières et gazières canadiennes.

Bien que seulement six mois se soient écoulés depuis que le gouvernement a pris cette décision irréfléchie, notre secteur a déjà constaté des changements. Des MLP du secteur de l'énergie ont déjà fait des approches en vue d'acquérir certaines de nos entreprises membres, tandis que d'autres entreprises membres ont commencé à considérer de façon sérieuse le transfert de la gestion de leur organisation aux États-Unis. Les pertes de revenu pour le gouvernement seraient alors beaucoup plus importantes, comparativement au maintien des fiducies d'énergie.

Une autre des conséquences de l'annonce du 31 octobre aura été d'éroder la crédibilité du Canada sur les marchés financiers. Les investisseurs étrangers ne nous regardent plus de façon aussi positive. Alors que la mondialisation s'intensifie, cela aura sévèrement entaché notre réputation sur la scène internationale. Nous sommes en droit de nous attendre à mieux de la part de notre gouvernement.

Mon collègue Gord Kerr vous a communiqué notre position le 1er février dernier.

J'aimerais conclure en vous réitérant cette position :

- Les fiducies d'énergie n'entraînent pas de pertes fiscales.

- Il ne s'agit pas d'évitement fiscal, car les obligations fiscales sont simplement transférées aux détenteurs de parts.

- Les fiducies d'énergie améliorent la productivité du secteur énergétique.

- Les fiducies d'énergie américaines – les MLP et les LLC – sont une réalité et elles connaissent une croissance rapide.

- Les petites sociétés pétrolières et gazières américaines éprouvent présentement des difficultés à cause d'un accès réduit au capital, à la suite de l'annonce sur l'imposition des fiducies.

- L'augmentation des coûts de capitaux imposée au secteur des fiducies d'énergie a entraîné des conséquences financières négatives pour plusieurs projets importants, incluant les projets utilisant des techniques de captage et d'entreposage du dioxyde de carbone.

Nous croyons qu'il serait tout simplement raisonnable que le ministre des Finances réexamine la question des fiducies d'énergie canadiennes, tout comme il l'a fait pour réparer une erreur qu'il avait fait concernant la déduction des frais d'intérêts étrangers des grandes entreprises canadiennes. Les citoyens canadiens ont le droit de s'attendre au même traitement que celui offert aux grandes entreprises.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire!

Merci, M. le president!

COALITION OF | CANADIAN ENERGY TRUSTS

Canadian Energy Trusts

Presentation to the Standing Committee on Finance

Tuesday, May 29, 2007

Fiducies de l'énergie du Canada

Présentation devant le Comité permanent des finances

Le mardi 29 mai 2007

COALITION DES | FIDUCIES DE L'ÉNERGIE DU CANADA

Coalition of Canadian Energy Trusts
Presentation to the Standing Committee on Finance
Tuesday, May 29, 2007
Check Against Delivery

On behalf of the Coalition of Canadian Energy Trusts I commend this Committee on holding these hearings and creating a mechanism for consultation regarding the so-called "Tax Fairness Plan" of the Conservative government.

When the Conservatives broke their promise not to tax trusts, it came as a total surprise to millions of hard working Canadians – and it will have severe economic impacts for all of them. The government continues to ignore their concerns and has advanced their broken promise into Budget 2007.

Our Coalition has made every attempt to understand how government arrived at their tax leakage calculation. This committee's previous investigation into the trust decision has revealed that the government has intentionally prevented this information from coming to light. In the absence of information, Canadians have no alternative but to believe the government's decision was ill-informed and not well thought out.

In December 2006, we presented a detailed and comprehensive report on the importance of Energy Trusts in the Canadian Oil and Gas Industry. We have yet to receive a response from the Department of Finance. Their failure to engage in consultation on our report indicates to us that the government has chosen to ignore the concrete facts presented by companies who are generating billions of dollars of wealth and employing thousands of Canadian taxpayers. We believe our position is beyond dispute and that energy trusts should be allowed to continue to exist as they were prior to the so-called tax fairness plan. In our last presentation to this Committee we provided copies of this report.

You have previously heard testimony from government selected witnesses and ironically many of them believe there is a role for trusts within Canada's capital markets. Let me highlight some comments:

> Dominic D'Alessandro noted that real estate and royalty producing assets, such as energy trusts, are the businesses that the current tax regime was designed for. He said "Energy Trusts have a strong case for exemption." We agree.
>
> David Dodge said "…on balance, income trusts make markets more complete and somewhat more efficient….the income structure may be very appropriate where firms need only manage existing assets efficiently. That is exactly the energy trusts role in maximizing production from Canada's mature oil and gas producing assets.

Jeffrey Olin, by inference, declared that there are businesses suited for the trust structure. We believe that is the case for energy trusts.

Kevin Dancey said "…trusts have a role to play in rounding out Canada's capital markets." We agree.

The government has heard these "Inconvenient Truths" from the expert witnesses they presented to this Committee. These individuals say trusts have a role to play in Canadian capital markets. Contrary to this advice, the government's proposed tax measures will see trusts disappear from capital markets in Canada.

We have repeatedly stated that eliminating energy trusts will reduce production and reduce government revenues. There is increasing threat of foreign take over of trusts. Foreign corporations are not focused on maximizing production from western Canadian properties, that has been the domain of energy trusts. The increased cost of capital imposed by this tax will alter the economics of these mature properties leading to reduced ultimate recoveries of Canada's oil and gas resources.

It has been only six months since the government made this ill-considered announcement. Nevertheless, our sector has already seen changes: Energy MLPs have made overtures to acquire some of our member companies and others have been looking seriously at moving mind and management of their organizations to the US. The revenue losses to the government will be significant relative to retaining the status quo of the energy trust sector.

Another impact of the October 31st announcement is that Canada's credibility in financial markets has been significantly eroded. We are no longer looked at in the same, positive way by foreign investors. At a time of increasing globalization, this is a severe black mark on this nation's reputation. We expected better from our government.

You heard our position regarding government actions from my colleague Gord Kerr on February 1st. Let me conclude by restating our position:

- Energy trusts do not cause tax leakage
- Taxes are not avoided, they are transferred to the unitholder
- Energy trusts enhance energy productivity
- US Energy trusts in the form of MLPs and LLCs not only exist but are expanding rapidly
- Canadian junior oil and gas companies are struggling today due to materially reduced access to capital resulting from the trust tax announcement

- The increased cost of capital imposed on the energy trust sector has negatively impacted the economics of important projects including those utilizing carbon dioxide capture and storage.

We believe it is only reasonable that the Minister of Finance revisit the issue of Canada's energy trusts just as he did to fix a mistake he made on foreign interest deductibility for Canada's large corporations. Individual Canadians deserve the same treatment afforded large corporations.

It is never too late to get it right!

Thank you Mr. Chairman.